

SERVICE TECHNIQUE INTERDEPARTEMENTAL
D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

12-14 Quai de Gesvres - PARIS IV^e
75195 - PARIS RP

Paris, le 23 décembre 2008

Préfecture : Seine Saint Denis
Commune : Noisy le Grand
Dossier n°: 93 R 26 00004 A
N° GIDIC : 74-2355

Classement ICPE :

Classement ICPE de l'installation actuelle :

R 322-B-4 (A) AP 13 août 1996

Classement ICPE des installations projetées :

Arrêté inter-préfectoral du 29/01/08

AP complémentaire du XX//08 (prescriptions techniques
partiel ICPE)

322-B-4 (A)

1450-2-a (A)

2920-2-a (A)

~~**1173-B-2**~~ (A)

1432-2-b (D)

2910-A-2 (D)

Rapport concernant :

SIAAP

(Syndicat Interdépartemental pour
l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne)

« Usine Marne Aval »

59, rue de la Passerelle

93160 Noisy-le-Grand

Siège Social

SIAAP

2, Rue Jules César

75589 Paris Cedex 12

Inspection du **17/10/2008**

Bordereau reçu le : **13/10/2008**

Activité générale du site

Site en zone inondable : OUI
Action Nationale :
Site inclus dans le programme d'inspection 2008
Site « Seveso » seuil haut
Site « Seveso » seuil bas
Site Bdf / Site IPPC
Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation
Site dans un périmètre de Boil Over
Fiche BASOL

Station d'épuration urbaine

Références :

- Fax du SIAAP direction des grands travaux en date du 03/10/08 transmettant un courrier du SIAAP adressé au préfet de la Seine Saint Denis en date du 12/06/08 qui n'est jamais parvenu au service de la préfecture.
- projet d'arrêté préfectoral complémentaire annulant et remplaçant les prescriptions techniques relatives aux ICPE de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 29/01/08.
- Arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 29/01/08
- Lettre de la préfecture au SIAAP en date du 23/09/08 transmettant l'avis favorable du CODERST aux conditions de l'arrêté complémentaire
- rapport STIIC en date du 23/01/08 finalisation de l'AP d'autorisation d'exploiter
- rapport STIIC en date du 13/11/07 relatif à la rétention des eaux d'extinction d'incendie et les pollutions accidentelles (projet de sessils)
- projet de rétention des eaux d'incendie dans sessils (OTV en date du 08/10/07)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

Secrétariat STIIC Téléphone : 01 49 96 35 51 Télécopie : 01 49 96 37 68
@-mél : prefpol.dtp-dsp-stiic-secretariat@interieur.gouv.fr

Objet :

visite des installations et observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

PRESENTATION

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire annulant et remplaçant les prescriptions techniques relatives aux ICPE de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 29/01/08 a été présenté au Coderst de septembre 2008, des remarques présentées par l'exploitant ont été intégrées au projet et approuvées par le Coderst qui a émis un avis favorable à ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Ce projet approuvé par le Coderst a été envoyé à l'exploitant qui a émis de nouvelles remarques en se référant à un courrier du SIAAP adressé au préfet de la Seine Saint Denis en date du 12/06/08 qui n'est jamais parvenu au service de la préfecture.

INSTRUCTION DES PIECES RECUES

L'exploitant a adressé un fax en préfecture de Seine Saint Denis en date du 03/10/08 transmettant un courrier du SIAAP adressé au préfet de la Seine Saint Denis en date du 12/06/08 qui n'est jamais parvenu au service de la préfecture et qui précise :

«un arrêté complémentaireest en cours d'instruction.....afin de prendre en compte le caractère non toxique pour les organismes aquatiques de chlorure ferrique , qui ne rentre donc pas dans la gamme des substances dangereuses pour l'environnement, définie en rubrique 1173-B-2 »

« la future usine Marne Aval ne comportera aucun stockage de produits toxiques pour l'environnement. Et de ce fait, il n'y a pas nécessité de réaliser un bassin de confinement défini à l'article 7.6.10 de l'arrêté d'exploitation de l'usine Marne Aval, pour protéger le milieu récepteur en cas d'incendie en stockant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des substances toxiques ».

Ces observations n'ont donc pu être abordées lors du Coderst et n'ont pas été évoqués par les représentants du SIAAP lors de la tenue de celui-ci en septembre 2008.

Afin de discuter avec l'exploitant des observations formulées, une réunion a été organisée sur le site, en marge de la visite du 17 octobre 2008.**Visite du 17/10/2008**

En présence de

STIIIC : commissaire inspecteur

inspecteur

SIAAP ingénieur opération « Marne Aval »

conducteur d'opération « Marne Aval »

responsable technique

1/ réunion concernant le projet de bassin de confinement

- **La question de la suppression de l'article 7.6.10** de l'arrêté d'exploitation de l'usine Marne Aval aurait dû être abordée lors de la présentation de l'arrêté complémentaire au Coderst en septembre 2008, les 2 personnes présentes représentant le SIAAP n'ont rien dit et ont donc approuvé l'Arrêté Préfectoral. Il nous est dit que ces personnes n'ont pas voulu en parler en ces lieux, il leur est expliqué que c'est cependant à ce moment qu'il faut débattre des problèmes soulevés par l'arrêté examiné.
- **L'arrêté complémentaire concernant le SIAAP « Marne Aval »** a entre autres enlevé le classement du stockage de chlorure ferrique en tant que produit toxique pour les organismes aquatiques (article 1173-B-2).
Il reste cependant des produits dangereux pour l'environnement (bien qu'ils n'atteignent pas le seuil classable : le polyélectrolyte anionique en poudre (4.5 tonnes), le polyélectrolyte cationique (12.8 tonnes), de l'eau ammoniacquée (2 tonnes).
Il n'y a pas que les produits toxiques qui soient polluants : les boues qui sont productrices de DBO, les résidus d'incinération (cendres et mâchefers), les stockages de méthanol et autres produits qui sont sources de DCO.

- **L'article incriminé de l'AP complémentaire est le suivant :**

Article 7.6.10 Protection des milieux récepteurs : bassin de confinement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (par exemple : par le lessivage d'aires de stockage, des voies de circulation, aires de stationnement, etc.), sont collectées dans un bassin de confinement.

La vidange suivra les principes imposés par les articles 4.3.9. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Ce bassin peut être confondu avec le bassin mentionné à l'article 8.1.5., auquel cas, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et du volume d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.

Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

- **Un autre article de l'AP complémentaire est à prendre en compte pour le bassin de confinement :**

Article 8.1.5 : Prévention des risques

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets.

Un bassin de confinement doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction et de refroidissement. Le volume de ce bassin, étanche aux produits collectés, doit être au moins égal à : nombre de bornes incendie utilisables simultanément x 60 m³/h x 2 heures (soit pour 3 poteaux incendie, un volume au moins égal à 360 m³).

Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites fixées à l'article 8.1.7.1. du présent arrêté.

- **L'article 12 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 évoqué dans le courrier du SIAAP pour exclure un bassin de confinement est le suivant :**

Article 12 de l'arrêté du 2 février 1998

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou de produits toxiques particuliers en quantité supérieure à 20 tonnes, de substances visées à l'annexe II en quantité supérieure à 200 tonnes, ou de produits agropharmaceutiques en quantité supérieure à 500 tonnes, sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

- **Il est rappelé que l'article 12 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 n'est pas le seul à évoquer cette question de bassin de rétention et de confinement, en effet les articles 2, 7, 9 et 13 doivent être également examinés :**

Article 2 de l'arrêté du 2 février 1998

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

Les prescriptions du présent arrêté qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité, ou qui n'imposent pas de valeurs limites, sont précisées dans l'arrêté d'autorisation.

Article 7 de l'arrêté du 2 février 1998

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

Article 9 de l'arrêté du 2 février 1998

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des

eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Article 13 de l'arrêté du 2 février 1998

En complément des dispositions prévues à l'article 4 du présent arrêté, les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

- **Au regard de l'article 9 de l'arrêté du 2 février 1998** (voir ci-dessus), la suppression de l'obligation d'un bassin de confinement ne peut être évoqué par la seule suppression du classement du chlorure ferrique.

La présence des autres produits toxiques pour l'environnement, des différents stockages et des résidus pouvant provenir des émanations atmosphériques polluantes des fours, rend essentiel la présence d'un réseau de collecte des eaux pluviales raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Il ne faut donc plus évoquer le seul article 2 de l'arrêté du 2 février 1998.

- **Il est demandé pourquoi cette question** est soulevée puisque un système bien conçu de sèssils a été présenté à l'inspection des ICPE en octobre 2007 qui l'a approuvé en novembre 2007 (rapport STIIC du 13/11/2007).

Il nous est alors précisé que ce projet a été abandonné car les structures qui auraient servi à les construire sont nécessaires au démarrage des nouvelles installations au printemps 2009.

Il a donc été conçu un système que l'on nous présente sur plan, avec la conception de bassin de rétention des eaux d'incendie en extérieur et en creux dans le sol, pouvant être mis en rétention par fermeture de vannes sur les points hauts.

Dans l'étude de dangers de la DAE (page 55) il est évoqué la rétention des eaux d'extinction d'incendie de l'installation d'incinération par une rétention spécifique en se référant à l'article 15 de l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux) dont un passage est à prendre ici en compte :

« L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à : nombre de bornes incendie utilisables simultanément*60 m³/h* 2 h. Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées en application de l'article 21. »

L'étude de dangers en se référant également à l'arrêté du 20/09/2002 (page 17 du résumé non technique des études d'impact et de dangers) précise qu'est prévu une rétention spécifique de 171 m³ pour contenir les eaux d'extinction d'un incendie sur les installations d'incinération.

- **Il nous est précisé** : que le volume du nouveau bassin de rétention tel que présenté comprend les volumes de 171 m³ (réduits à 154 m³) et les volumes calculés selon l'article 15 de l'arrêté du 20/09/2002 (360 m³). L'ancien projet de sèssils prenait également en compte un orage sur une période de retour de 2 ans (265 m³)

Pour les autres eaux pluviales de voirie (hors incendie) il est prévu la réalisation d'un débourbeur traitant l'ensemble de ces eaux qui retournent ensuite en tête de station, les eaux pluviales de toitures sont collectées vers des terrains de stockage naturels appelés « boulingrins » et donc filtrées naturellement par le sol.

Il est demandé aux personnes présentes concernées par l'élaboration du projet de conserver l'article de l'arrêté préfectoral demandant le bassin de confinement, et de concevoir un système fut-il du même type que le bassin de rétention d'incendie en projet.

En cas d'incendie les rétentions d'eaux pluviales et débourbeurs sont isolés.

L'inspection demande que les projets nouveaux de bassins de rétention et de confinement lui soient envoyés afin de pouvoir les approuver.

2/ visite des futures installations

Les installations sont visitées dans le sens de la dépollution.

La zone de prétraitement correspondant aux premières étapes du traitement des eaux auquel il faut associer des équipements de traitement des déchets qu'ils produisent.

L'arrivée des effluents s'effectue dans une **chambre de sécurité** déconnectée des bâtiments d'exploitation qui est équipé de détecteurs de gaz nocifs comme l'hydrogène sulfuré ou le méthane..

Un **prédégrillage** est effectué puis un relèvement des eaux brutes .

Ensuite les eaux passent par un **dégrillage grossier et un tamisage**., et un **dessablage / deshuilage**

Les déchets issus de ces opérations sont compactés puis éliminés par un circuit spécifique.

Vient ensuite le **traitement primaire des eaux** avec des décanteurs à floccs, les eaux de chaque file de traitement passent par des bassins de coagulation (injection de chlorure ferrique), de mélange rapide (injection de polyélectrolyte et de microsable) et une cuve de maturation. Les effluents passent ensuite dans une zone de décantation lamellaire. Les boues issues de ce traitement sont redirigées en début du décanteur ACTIFLO.

Les eaux issues de ce traitement primaire rejoignent un poste de pompage qui les relève vers l'étape de biofiltration.

Le traitement biologique qui vient ensuite est destiné à éliminer les pollutions carbonées et azotées encore présentes. Cette opération est faite par des unités de filtration BIOSTYR conçus pour assurer une **nitrification** optimale, puis une dénitrification et une étape anoxique de post-dénitrification utilise du méthanol , ce qui permet d'éliminer le flux de nitrates excédentaires.

En aval de cette post-dénitrification est effectuée une **déphosphatation** tertiaire par des ACTIFLO tertiaires.

Vient ensuite la **désinfection UV** en canal ouvert dimensionné pour le débit de pointe.

Le traitement des boues et des graisses de l'usine d'épuration est de conception nouvelle, les différentes boues produites par l'usine sont récoltées pour être ensuite épaissies par un système de décanteur lamellaire, les boues sont deshydratées.

Les **boues deshydratées** sont stockées dans des silos pour être ensuite incinérées, les fumées sont traitées.

Au cours de la visite de ces bâtiments, la zone conçue comme pouvant devenir un bassin de rétention nous est présentée, on voit que l'ensemble peut se transformer en cuvette car les points hauts peuvent être bloqués en cas de besoin

Nous pouvons également voir les 2 bâtiments qui devaient servir à la construction des sessils mais qui sont nécessaires au début d'exploitation au printemps 2009.

3/ conclusion

L'inspection demande à **conserver l'Article 7.6.10 Protection des milieux récepteurs : bassin de confinement** de l'arrêté préfectoral complémentaire présenté au Coderst de septembre 2008, en demandant de concevoir au besoin le bassin de confinement selon un système du même type que le bassin de rétention d'incendie en projet.

Le projet antérieur de sessils peut s'il le faut, être mis en construction après le démarrage de la nouvelle usine, lorsque les constructions actuelles ne seront plus nécessaires aux installations.

L'inspection demande que les projets de bassins de rétention et de confinement lui soient envoyés afin de pouvoir les approuver.

L'arrêté préfectoral complémentaire peut donc être finalisé.

L'inspecteur des installations
classées

signé

Le chef de département chargé
de la Seine Saint Denis

signé

Remis le 12/12/2008

